



CH-3003 Berne, DS /seco

Envoi par courriel

À toutes les autorités partenaires d'EasyGov.swiss

Newsletter #2 / 5 mars 2026

Chères autorités partenaires
Madame, Monsieur,

Nous souhaitons vous informer par le présent courriel du calendrier, des éléments clés et des enjeux du projet de *réorientation stratégique d'EasyGov* (EasyGov 2.0).

EasyGov.swiss : la Confédération modernise le portail en ligne pour les entreprises

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a lancé un appel d'offres public dans le cadre de la réorientation stratégique et de la modernisation d'EasyGov. Les services numériques nécessaires à la conception et au développement de la nouvelle plateforme EasyGov ont fait l'objet d'une adjudication en trois lots.

Le projet « Réorientation stratégique d'EasyGov » (EasyGov 2.0) a pour but de moderniser le socle technique de la plateforme pour que les prestations administratives destinées aux entreprises puissent être fournies sous forme numérique plus rapidement, plus facilement et à plus vaste échelle. Il définit en outre les bases techniques et organisationnelles nécessaires à un développement stable et pérenne de la plateforme. EasyGov est le guichet virtuel central pour les échanges entre entreprises et autorités : depuis son lancement en 2017, plus de **165 000 entreprises** se sont inscrites, soit plus d'un quart des entreprises de Suisse. La réorientation crée les conditions nécessaires au développement de la plateforme en tant qu'infrastructure conjointe de la Confédération, des cantons et d'autres autorités partenaires. Elle contribue en particulier à la mise en œuvre des exigences de la **loi fédérale sur l'allégement des coûts de la réglementation pour les entreprises** (LACRE), laquelle prévoit une simplification des procédures administratives pour les entreprises.

Teneur du projet

La transformation de la plateforme actuelle en une infrastructure numérique évolutive et modulaire est au cœur d'EasyGov 2.0. À l'avenir, les autorités partenaires pourront développer elles-mêmes la plupart de leurs services numériques proposés sur la plateforme grâce à une technologie (low code) autorisant un développement plus rapide et standardisé des prestations administratives en ligne. Des guides et conseils d'experts seront fournis. Dans le même temps, l'organisation des programmes et de l'exploitation sera adaptée aux nouvelles exigences, et les services actuels seront progressivement migrés vers la nouvelle plateforme.

Achats

Les services et produits numériques nécessaires à EasyGov 2.0 ont été acquis en trois lots¹. L'appel d'offres des lots 1 et 2 s'est effectué en cascade, tandis que le lot 3 a fait l'objet d'une procédure de mini-appels d'offres.

¹ [\(25092\) 704 Développement d'une plateforme de portail pour EasyGov 2.0 Low-Code-Plattform](#)

- Lot 1 – Low-Code-Plattform : plateforme low code et licences low code pour le SECO/EasyGov et le Secrétariat général du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (SG-DEFR).

L'adjudicataire lot 1 : Adesso Schweiz AG (1^{er} rang), ELCA Informatique SA (2^{ème} rang) et Greenfield Technology AG (3^{ème} rang).

- Lot 2 – EasyGov 2.0 Portalplattform : mise au point du nouveau portail EasyGov 2.0 et exploitation, support, maintenance et développement de la plateforme du portail.

L'adjudicataire lot 2 : Adesso Schweiz AG (1^{er} rang), ti&m AG (2^{ème} rang) et ELCA Informatique SA (3^{ème} rang).

- Lot 3 – Ressources développeurs High-Code : pour la mise en œuvre de prestations administratives complexes.

L'adjudicataire lot 3 : ELCA Informatique SA, ti&m AG, adesso Schweiz AG, Lufthansa Industry Solutions BS GmbH et Adnovum AG.

Le volume total des trois lots est d'environ 98 millions de francs maximum (pour une durée contractuelle totale de douze ans, cinq ans pour le lot 3) dont un tiers environ pour le DEFR, qui envisage d'utiliser pour le département la plateforme low code acquise dans le cadre d'EasyGov. 99 % du montant de l'adjudication est optionnel ; cela signifie qu'il n'y a pas d'obligation d'achat de la part de l'adjudicateur.

Utilité pour les autorités et les entreprises

La nouvelle base technique va permettre aux autorités de virtualiser plus efficacement leurs prestations et de les mettre plus rapidement à disposition sur la plateforme. Pour les entreprises, cela signifie à moyen terme :

- davantage de prestations administratives numériques proposées via un guichet central ;
- des procédures simplifiées ;
- moins de bureaucratie.

EasyGov va ainsi devenir graduellement une infrastructure numérique commune pour les prestations des pouvoirs publics destinées aux entreprises.

Calendrier

Lancé en 2022, le projet est entré en phase de conception en 2024. Le feu vert de la phase de mise en œuvre est prévu pour le début de l'été 2026. Le lancement productif (*go live*) d'EasyGov 2.0 devrait intervenir à l'automne 2027. Lien vers EasyGov : [EasyGov.swiss](https://www.easygov.swiss)

Informations complémentaires

Le SECO informera régulièrement de l'avancement du projet lors des séances du comité de projet. Les nouveautés sont publiées en continu sur le site  [EasyGov 2.0 – easygov.swiss](https://www.easygov.swiss). Pour que vous ne ratiez aucune mise à jour, nous nous permettrons de revenir vers vous en cas de nouveautés importantes (maximum trois fois par an).

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter M. Diobe Wyss (diobe.wyss@seco.admin.ch), responsable communication d'EasyGov.

Veuillez agréer, chères autorités partenaires, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Reto Fahrni

Chef de secteur Cyberadministration pour les PME
Mandant EasyGov

Pascal Graf

Chef du développement d'EasyGov